

compte rendu de la rencontre : l'agriculture en question - 14 février 2020 - Ploërmel

organisée par l'association Citoyens ça nous regarde, avec la participation du collectif de soutien aux victimes des pesticides.

Présents : une centaine personnes.

1 - Présentation de la soirée - Alain Rault :

Parler d'agriculture aujourd'hui est-ce prendre un risque ?

Dans notre chère démocratie, est-il encore possible de débattre sereinement et, même de l'agriculture ?

C'est ce que nous tentons ce soir.

Implorons la déesse grecque qui défraie l'actualité, quelle nous éclaire, nous éclaire les idées, nous aide à semer quelques graines de bons sens paysan !!

Donc ce soir Citoyens, ça nous regarde ! propose ce moment de réflexion et de partage de connaissances. Nous sommes, citoyens du Pays de Ploermel, une association qui se donne comme fondement la défense du bien commun. L'agriculture est une constituante importante de notre bien commun.

Pour cela nous avons convié 3 personnes, 3 acteurs qui démontent avec rigueur les mécanismes qui font l'agriculture aujourd'hui.

Dire l'Agriculture avec un grand A c'est déjà une grossière erreur. Il faut dire une agriculture dominante. Bien sûr il y a plusieurs types d'agricultures.

Bref nos 3 invités : Michel Besnard, Henri Busnel et René Louail, nous proposent de revisiter quelques décennies agricoles, quelques éléments clés pour nous aider à comprendre aujourd'hui.

Michel Besnard et Henri Busnel sont à l'origine du collectif de soutien aux victimes des pesticides et René Louail a longtemps été une figure de la Confédération paysanne, ancien conseiller régional et avant tout paysan.

Après la petite heure d'intervention, nous prendrons un temps (20 à 30') en petits groupes pour échanger nos réflexions et nos pistes pour agir. Nous garderons un temps collectif pour faire remonter nos questions et propositions.

Pour la suite, si suite il y a, et si vous vous souhaitez en être, laissez vos coordonnées sur les feuilles à disposition sur la table près de la sortie.

2 – **Michel Besnard**, du collectif de soutien aux victimes des pesticides, nous présente un exposé avec diapositives, qui présente l'évolution de la situation de l'agriculture en Bretagne ces 50 dernières années, avec chiffres à l'appui. **René LOUAIL** nous en fait ensuite un commentaire. (diaporama disponible à la demande)

Le collectif est confronté à de nombreux agriculteurs qui développent de plus en plus de maladies invalidantes, ou mortelles, consécutives à l'emploi massif de pesticides (maladie d'Alzheimer, cancers, maladies pulmonaires..); Elle leur apporte un soutien

actif. Cet emploi de pesticides a augmenté de 21% entre 2018 et 2019, même si, localement, ici ou là, des efforts sont faits.

Parmi les commentaires de René Louail : « le modèle de l'agriculture industrielle sous tend l'implantation et l'extension de « fermes usines » en Bretagne, vers du « toujours plus grand ». Le modèle économique est celui de la reconquête des marchés, en France et à l'étranger, pour réduire les importations. En Bretagne, et ailleurs, il a détruit l'emploi rural, au profit de l'emploi dans l'industrie automobile, puis dans l'agro industrie (60 000 salariés). L'impact négatif sur les autres pays est très important. Les aliments sont importés principalement d'Amérique du sud: soutien aux multinationales qui exproprient les paysans, pratiquent la déforestation massive, pour planter du soja, et transporter celui ci vers l'Europe. La production massive de déjections suppose un gestion de volumes énormes, supérieures de 35% aux capacités d'absorption des terres agricoles environnantes, et induit des effets néfastes sur l'environnement (rejets ammoniacés, antibiotiques et vermifuges). Pourquoi ne pas produire l'alimentation des animaux, et la gestion de leurs déjections sur les terres de la ferme, plutôt que de les transporter ailleurs ? Qui a intérêt a ce que ce soit différent ?

La construction d'un grand abattoir de volailles est prévue bientôt À Châteaulin (29).

Méthanisation des déchets : en 2013 Il était prévu de créer 1000 Méthaniseurs en Bretagne à l'horizon 2020 pour écouler les déjections, les transformer en Énergie « verte »(biométhane) et utilisation des « digestats » comme engrais. Nombreux inconvénients : il faut « donner à manger » aux méthaniseurs en complément des déjections, ce qui se fait avec des apports supplémentaires en production végétale (notamment du maïs...). 60% des investissements sont subventionnés par des fonds publics (Etat et Régions). le prix de production du KWH de gaz est garanti par l'Etat, la rentabilité est factice, cela n'a aucun intérêt économique. Les justifications écologiques (réduire la dépendance énergétique par rapport à l'étranger) dissimulent mal tous les inconvénients. Les digestats dégradent les sols, l'humus... (Ce sujet reste à documenter précisément). Il apparaît que l'État et les collectivités font le choix de financer la production d'énergie plutôt que la production de l'alimentation !

Il faudrait créer un ministère de l'agriculture, de l'alimentation et l'environnement, afin de prendre en compte l'ensemble des problématiques.

Notre secteur d'exportation des produits de l'agro industrie génère 4 milliards de chiffre d'affaires en Europe, à l'aide de subventions publiques massives. La Bretagne est la région qui produit le plus de porcs (58% du marché français) et d'oeufs (43%).
.../

3 - répartition pour échanges en sous groupes après les différentes interventions
L'ensemble des participants s'est réparti en 5 sous groupes afin d'échanger les expériences et réflexions de chacun pendant 20 à 30 mn.

Mise en commun :

groupe 1 :

- Témoignage : Un agriculteur conventionnel a été atteint par un cancer, il a été incité par le corps médical à changer d'agriculture. Il n'est pas optimiste, car l'agriculture est aux mains de la finance. En bio depuis 24 ans. Quel impact l'agriculture a-t-elle sur les changements climatiques ? Les agriculteurs ne sont pas aidés pour opérer la transition nécessaire. Il y a une main mise de la FNSEA sur le monde agricole. On y adhère pour avoir des droits et des privilèges.
- Quelle influence possible des consommateurs ?, ce sont eux qui ont le pouvoir. Comment organiser les consommateurs ?
- Le marché de l'agriculture n'est pas en adéquation avec la demande des consommateurs.
- On fait quoi des vieux poulaillers ? alors que les mêmes en construisent de nouveaux...
- Il est possible d'élever des animaux sans soja et sans maïs.
- On ne sera jamais compétitif avec l'Amérique du sud sur le soja et le maïs.
- Le consommateur dépense beaucoup moins pour se nourrir aujourd'hui qu'il y a cinquante ans.
- Mais il mange des produits de mauvaise qualité qui le rendent malade.
- Les suicides sont plus élevés chez les agriculteurs.
- Les coopératives n'ont plus rien de coopératif.
- La baisse des surfaces agricoles due au bétonnage sera amplifiée par la méthanisation. La production de maïs pour les méthaniers entraîne une baisse des surfaces disponibles pour l'alimentation. Ce sont des surfaces agricoles « perdues ».
- 30% seulement des méthaniers fonctionnent du fait des bactéries, lesquelles ne se développent pas à cause des pesticides.
- Les côtes sont à l'abri. on n'y voit pas cette agriculture qui détruit les paysages, elle est concentrée en centre Bretagne.
- Les prix sont très différents dans l'agriculture bio.
- Beaucoup d'agriculteurs qui s'installent en bio sont au RSA quelques années plus tard.
- il y a au moins 50 ans qu'on dit des choses et que la FNSEA a le pouvoir.
- Les lycées agricoles n'orientent pas les jeunes vers le bio (cf lycée La Touche)
- Quand un agriculteur part à la retraite, c'est un voisin agriculteur déjà très gros qui s'agrandit.
- Il faut manifester avec les agriculteurs bio....

Groupe 2 :

Le cercle se compose de 16/17 personnes. La parité est observable dans la présence comme dans l'expression.

En introduction, un paysan bio constate que c'est toujours le même problème depuis 20 ans...

L'échange nous mène vers plusieurs sujets imbriqués : la terre agricole nourricière, la question de la méthanisation et des pistes d'action/réflexion.

*** La terre agricole nourricière ***

Un couple d'agriculteur bio installé depuis longtemps soulève très vite la question de la transmission de la terre, délicate, et qui est là devant eux, maintenant.

En réponse un échange s'engage sur l'action des Foncière et Fondation « Terre de liens » qui achètent collectivement des terres et des fermes qui peuvent ainsi être préservées de l'agrochimie et être gérées collectivement comme Bien Commun. Un participant exprime que « c'est une vraie solution qui marche » mais que les grandes parcelles partent bien souvent à l'agrandissement locatif de grandes exploitations. Ceci les maintient ainsi inaccessibles à la gestion collective. La responsabilité de l'administration qui joue là un rôle majeur via les SAFER est évoquée.

Il est suggéré une réappropriation des terres par les villes pour nourrir la population ? Proposition : la ville de Ploërmel dispose de 220 ha en propriété, disponibles. Actuellement la végétation y est broyée chaque année. Suggestion : se saisir des Plans Alimentaires Territoriaux ?

*** La méthanisation ***

Une agricultrice témoigne d'un voisin qui recherche de la terre pour agrandir son installation de méthanisation, très rentable pour lui. Mais il faut « nourrir les méthaniseurs », « nourrir la bête »...

Une éducatrice : au lycée La touche, les déchets alimentaires sont collectés et méthanisés. Elle exprime qu'elle « n'a rien compris à ce qui nous attend comme agriculture en Bretagne ». Un agriculteur bio lui répond qu'il n'attend plus aucune aide publique pour ses vaches à herbe...

Une personne a visité un méthaniseur et observé avec stupeur le recyclage de grandes quantités impressionnantes de briques de lait : des palettes entières sont écrasées à la presse, le lait est digéré et les emballages vont au recyclage.

Un agriculteur en retraite du « conventionnel » intervient tout à la fin du temps de partage : il témoigne de méthaniseurs de taille adaptée installés dans certaines fermes qui sont utilisés avec raison en circuit fermé sur une ferme. Pour lui, l'agriculteur veut simplement vivre du prix de ses produits.

*** Pistes d'action / réflexion exprimées au cours de l'échange ***

Une personne informée rapproche les 3 indices ci-après :
- En 2018 en Morbihan, 50 % des fermes aidées sont en bio.

- On voit de très grosses fermes en difficulté financière, et pas que financière...
- Le chiffre d'affaire de la grande distribution diminue depuis 4 à 5 ans.

Remarque désabusée : nos dirigeants ne croient pas au problème climatique...

Proposition d'action immédiate : pendant les municipales, parler du soja importé, OGM pour la plupart, qui afflue en Bretagne via le port de Lorient.

Groupe 3

Quelle est la responsabilité des « agriculteurs » dans leur situation actuelle ?

Première intervention (d'un non agriculteur) Les paysans sont pris dans le système et ils ont des difficultés pour en sortir. Ils sont pris dans un engrenage

Ceci peut les amener à des actes irréparables allant jusqu'au suicide (la profession d'agriculteur est l'une de celles où l'on se suicide le plus.)

Quelles sont les raisons qui les amènent à de tels gestes : difficultés à gérer leurs « exploitations »

La taille de l'exploitation est-elle en cause ? Ils sont victimes du système.

Observation: Il serait intéressant d'approfondir la notion de système.

Intervention 2 (d'un paysan): Le développement important n'entraîne pas forcément une meilleure situation pour les paysans. Agrandir la taille de son exploitation est aussi un choix.

Y-a-il obligation de s'agrandir ?

Observation: Interrogations sur les causes et les conséquences des agrandissements.

Cette intervention nous ramène aux projets volailles en Bretagne considérés comme le sommet de l'intégration qui lie directement l'agriculteur à une entreprise intégratrice, par un contrat dit d'intégration¹

Il est très difficile de la part de l'agriculteur de mettre en cause les clauses d'un contrat où il n'est pas en position équilibrée.

Remarque d'un participant (Vétérinaire) Oui, mais cela permet aux aviculteurs d'avoir un prix garanti, donc un revenu « prévisible»

Observation: La garantie est liée à des clauses précises que l'éleveur intégré doit respecter, et qui lui enlève toute autonomie dans ses prises de décisions. La garantie prix reste donc en partie aléatoire puisque qu'elle est liée à ses performances prévues dans le contrat. Or il ne maîtrise pas par exemple, le choix des poussins, de l'aliment, des traitements, des conseils de suivi etc..

Les éleveurs intégrés peuvent-ils être toujours considérés comme agriculteurs ? Un intervenant fait remarquer qu'ils pourraient être comparés à des travailleurs ubérisés !

Le débat sur ce sujet existait déjà dans les années 1970- 1980

¹Une analyse de la notion de contrat d'intégration :<https://journals.openedition.org/nrt/1854>

Intervention 3: (Un assistant Social) L'aviculteur est souvent très isolé dans son élevage et se trouve sous la pression de l'intégrateur, Il cite un exemple où l'agriculteur avait refusé de bétonner le sol de son poulailler, celui-ci se trouvait proche de la retraite et bétonner lui semblait un investissement trop important au regard de sa situation. La conséquence : l'intégrateur a refusé de livrer des poussins. De ce fait l'élevage a été mis en liquidation judiciaire.

L'intervenant explique également que face aux situations difficiles, la MSA(?) finance des aides au « répit » de 10 jours avec une indemnité de 200€/ jour. Pour lui cela dénote une dégradation de la situation de certains agriculteurs et pose la question de la qualité de leurs conditions de travail.

L'intervenant pose alors la question. Quelles peuvent être les solutions possibles pour changer ces situations ? Il cite le cas d'un agriculteur d'une quarantaine d'années travaillant en agriculture conventionnelle, en situation de perte de motivation dans son travail. Celui-ci s'est reconverti en bio. Il a ainsi retrouvé de l'autonomie dans son activité et dit avoir « retrouvé un sens à sa vie ».

Le rôle des consommateurs

La discussion s'est poursuivie sur les comportements des consommateurs

Consommer local :

A titre individuel, le consommateur peut regarder les étiquettes pour connaître la provenance des produits qu'il achète. Cependant si cela semble une bonne attitude « le consommer local » ne peut cependant pas se réduire aux seuls comportements individuels. Les solutions sont avant tout collectives et relèvent de nombreux acteurs (producteur, distributeur, consommateur...). Elles relèvent aussi d'une volonté politique locale, de la part des élus des communes et communautés de communes.

Le cas de la commune de Langouët (35) qui a mis en place des menus 100% bio, avec un approvisionnement local à la cantine scolaire a été pris en exemple. Un participant note que l'intérêt de cette expérience est multiple. Elle permet notamment d'éduquer les enfants à un mode d'alimentation lié à la qualité et la proximité de produits consommés, mais aussi de maintenir ou créer des emplois au niveau de la cantine et de la production en ouvrant des débouchés pour les producteurs locaux.

Au delà des cantines scolaires, c'est l'alimentation dans les structures collectives qui se pose.

A l'exemple du cas de l'hôpital de Ploërmel qui verrait ses cuisines regroupées avec celles de l'hôpital de Vannes

Il est également noté qu'il faut modifier le mode de distribution (GMS) et revenir aux magasins de proximité qui ont déserté les centres villes, l'exemple de Ploërmel est cité par un participant.

Il existe cependant déjà des alternatives sur le territoire avec les marchés locaux (Ploërmel Malestroit, Josselin, Guer), de même que, les AMAP, les magasins de producteurs : Clic ta Berrouette, L'escale Paysanne.

Un dernier point est abordé, la réforme de la PAC (Politique Agricole Commune) Il serait possible à toute personne qui le souhaite de donner son avis sur cette réforme.

En vérifiant l'information il semble qu'il soit trop tard. La consultation a eu lieu en 2017. cf article de la France Agricole

<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/consultation-publique-bruxelles-attend-votre-avis-sur-la-future-pac-1,1,315929242.html>
po le groupe : François Couédic

Groupe 4 :

Suite aux propos des intervenants, la première remarque d'un participant fut de poser la question: par où commencer ? Les échanges de groupe, certes que l'on peut aussi interpréter par l'interrogation du commencement du changement du modèle de production agricole.

La quasi totalité des membres du groupe ont réagi, échangés, abondé au débat, donné un point de vue, des arguments. En voici une courte synthèse.

Un état des lieux.

" Le modèle économique est fou, insensé. On va dans le mur et on accélère". Le modèle économique fonctionne sur un lobbying fort, une logique capitaliste, une force syndicaliste majoritaire.

Les fermes s'agrandissent, avec peu de salariés au regard des hectares cultivés. Il est également constaté une véritable problématique d'accès au foncier, rendant difficile l'installation de jeunes porteurs de projets.

Il apparaît que l'agriculture reste une filière masculine, la place des femmes est plus complexe.

Dans les installations, 1/3 sont des jeunes de nouvelles générations. La tendance devrait s'accroître avec 40-50 % des fermes à reprendre dans les 10 ans. Sur le bassin de Ploërmel, une intervenante met en évidence les plastiques volatiles, nombreux et polluants. Une agricultrice a démontré que la bande herbeuse de 5 mètres en abords de l'Yvel n'était pas respectée.

Un point de vue.

L'agriculture a pour rôle de protéger notre santé par le fait que nous puissions manger de bons produits. Il est aussi admis que les agriculteurs doivent pouvoir vivre dignement de leur travail, sans disparité faisant d'un côté de gros revenus d'exploitation, de l'autre des paysans fragilisés.

De manière subjective, le groupe de participants considère un fort immobilisme chez les enfants d'agriculteurs, en ne modifiant pas les modalités d'exploitation. Un sujet relatif à la viande est apparu au fil des échanges. Faire de l'extensif, est ce plus de temps ? Alors le coût main d'œuvre participerait à avoir une viande plus chère, quand bien même le consommateur cible ce qu'il achète. La viande est une production de subvention, permettant un prix de vente "magasin" raisonnable, et donc d'être acheté. A défaut, serait ce un produit de luxe, réservé aux porte feuilles garnis ? Ou bien, cela inciterait il à consommer moins ? Le sujet en est resté aux échanges de regards sur cette filière.

Sur le sujet de la transmission, la S.A.F.E.R., est interrogée en responsabilité.

Entre autre sur les problématiques de droits à la préemption.

Des questionnements:

L'intercommunalité peut elle agir concernant l'agriculture dans les bassins de vie ? Champs de compétences, mais aussi d'influence. Une soirée de pollen en 2019 semble démontrer que des manifestations réparties sur le territoire ont du mal à mobiliser: effet de dispersion de population ou bien des acteurs s'agitent-il pour faire avorter les efforts entrepris pour ouvrir les débats ?

Les citoyens sont les principaux financeurs de ce "système" de par les aides au financements directs (aides, primes...) ou indirects (dégradation des routes...). L'une des questions levées en salle était la suivante : Comment la collectivité prend elle en compte les coûts annexes et associés, et la problématique de santé ?

Des solutions.

Un participant, jeune agriculteur, insiste sur le rôle important de l'école, de l'éducation dans l'approche de l'agriculture et de l'alimentation, en particulier en ré-interrogeant les accompagnements de formation dans les lycées agricoles. Force est de constater que les nouveaux "paysans" ne sont pas tous de filiation directe avec le monde agricole, et apportent un sens différent dans l'approche du métier. Un fichier de jeunes désirant s'installer pourrait être créé.

La relocalisation de la production apparaît comme essentiel dans l'approche d'une agriculture en phase avec le consommateur et l'environnement.

Des solutions citoyennes:

Les citoyens sont de possibles acteurs via les épargnes ou la contribution aux fonciers collectifs. La modalité "Colibrienne", si l'on peut s'exprimer ainsi, est que chacun fait ce qu'il peut dans son implication d'achat et de consommation. A ce titre, il est consigné de belles lueurs d'espoir en faisant appel au collectif. L'autre axe important est bien entendu celui de soirées comme celle proposée permettant d'éclaircir un sujet, et d'être informé.

Enfin, et ce fut la clôture du temps d'échanges, une remarque a été de mettre en avant la complexité de débiter avec tant d'investissements en début de vie professionnelle, quand bien même il apparaît important de disposer, par l'argent, avant tout d'un outil de travail nécessaire, mais avec lequel on se sent bien, en étant à l'aise.

groupe 5

- La découverte des séries de chiffres montre que les fonds publics partent toujours du même côté (celui de l'agriculture industrielle), il faudrait que l'agriculture alternative soit mieux soutenue et financée.
- les citoyens ne sont pas suffisamment informés. Pourtant, pour ceux et celles que ça intéresse, il est possible de trouver l'information. Peut on avoir copie des chiffres qui ont été présentés ? (*réponse : oui, copie sera envoyée aux signataires de la liste de présence*).
- Les pouvoirs publics font ce qu'ils veulent, on se sent tout petits, impuissants. Ce n'est pas étonnant que cela aboutisse à des révoltes.

- individuellement, on fait plein de petites choses, de petits gestes, qui vont dans le bon sens. Mais il y a une incohérence, une contradiction avec les décisions des pouvoirs publics au niveau national, qui vont dans l'autre sens....

l'
- agriculture est la base de la vie, il faut respecter le vivant, manger de meilleure qualité, revenir vers des organisations à taille humaine....Le comportement des consommateurs change.

- Un agriculteur bio a vu que l'agriculture conventionnelle, l'agro industrie, les menait « dans le mur ». Il ne s'est pas endetté, à gardé le bon sens paysan, et s'en sort correctement. il y a des agriculteurs conventionnels avec lesquels on peut discuter sans se taper dessus. Mais que faire face au pouvoir énorme de la F.N.S.E.A. ?

- Il évoque l'historique de la création des haies, qui remonte à la cession des fermes d'une génération à l'autre, et au partage des parcelles.

- On peut se mobiliser ensemble en tant que citoyens, réclamer, faire advenir d'autres modes de gouvernance sur le plan local, pour être informés, et participer le plus possible à la préparation des décisions.

- Se mobiliser aussi pour qu'aux élections les bulletins blancs soient pris en compte, et être une force de proposition.

A la fin de la rencontre, qui semble avoir donné satisfaction aux participants, la question est posée à l'assemblée : « que faire ensuite ? qui est intéressé pour aller plus loin ? ». 25 personnes ont levé la main.

Citoyens, ça nous Regarde ! organisatrice vous fera une proposition à ce sujet prochainement.

Une liste de personnes désirant être recontactée a été établie à la sortie